

LE MONDE DES IDÉES

Résister à la terreur

Nicolas Truong

&

Giorgio Agamben, Marc Augé, Paul Berman,
Sophie Bessis, Thomas Clerc, Jocelyne Dakhlia,
Pascal Engel, Jean-Pierre Filiu, Marcel Gauchet,
Frédéric Gros, Mohamed Harbi, Serge Hefez,
Jean-Noël Jeanneney, Gilles Kepel, Farhad Khosrokhavar,
Mark Lilla, Paul Malgrati, Edgar Morin, Pascal Ory,
Richard Rechtman, Olivier Roy, Guy Sorman,
Claudine Tiercelin, Tzvetan Todorov, Michael Walzer



RÉSISTER À LA TERREUR

La collection *Le monde des idées*
est dirigée par Nicolas Truong

Dans la même collection :

Jean Claude Ameisen, illustré par Pascal Lemaître,
Les chants mêlés de la Terre et de l'Humanité

Olivier Roy, *La peur de l'islam*

Collectif, *Penser après le 11 janvier*

Collectif, *Résistances intellectuelles*

Stéphane Hessel, avec Edgar Morin, *Ma philosophie*

François Hollande, Edgar Morin,
Dialogue sur la politique, la gauche et la crise

© Le Monde/Éditions de l'Aube, 2016
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-1471-0

Résister à la terreur

Textes rassemblés et préfacés
par Nicolas Truong

Giorgio Agamben
Marc Augé
Paul Berman
Sophie Bessis
Thomas Clerc
Jocelyne Dakhlia
Pascal Engel
Jean-Pierre Filiu
Marcel Gauchet
Frédéric Gros
Mohamed Harbi
Serge Hefez
Jean-Noël Jeanneney
Gilles Kepel
Farhad Khosrokhavar
Mark Lilla
Paul Malgrati
Edgar Morin
Pascal Ory
Richard Rechtman
Olivier Roy
Guy Sorman
Claudine Tiercelin
Tzvetan Todorov
Michael Walzer

éditions de l'aube

L'urgence de penser. *Nicolas Truong*

16 novembre 2015

Les armes, le sang, les larmes. Mais comment, après le recueillement, tenter de penser l'événement ? En questionnant ce nouveau discours de la guerre qui se propage, depuis Paris, à l'échelle d'une planète en état d'urgence. Car « le terrorisme est la guerre de notre temps », explique l'historien Pascal Ory. Il a même franchi un cran : d'idéologique, le terrorisme est devenu « apocalyptique », comme l'explique le politologue Xavier Crettiez, et regarde désormais ses victimes « dans les yeux ». Son crime est même d'ordre génocidaire, explique le psychiatre et anthropologue Richard Rechtman, puisqu'il ne vise pas des êtres pour ce qu'ils font mais pour ce qu'ils sont.

Notre monde est en effet en proie à une terreur postmoderne, qui mêle individualisme radical et fondamentalisme global. D'où la difficulté de mener un

combat frontal contre un nomadisme djihadiste pratiqué par une jeunesse nihiliste, explique le politologue Olivier Roy, au moment même où la guerre classique fait place à des états de panique, à des assauts armés destinés à provoquer le chaos et à des opérations de police mondialisées. Car la « radicalisation » est devenue l'une de nos plus brûlantes questions. Ces jeunes kamikazes sont des Européens – français, le plus souvent – issus des quartiers populaires ou des classes moyennes. Mais en rupture de ban, entrés en sécession avec notre monde et ses représentations. Pourtant, relève le psychiatre Serge Hefez, contrairement aux idées reçues, « il n'y a pas deux jeunesses opposées : avant qu'ils ne sombrent totalement, les jeunes radicalisés sont bien peu différents de ceux qui peuplent les cafés de nos centres-villes ». Même dans le camp libéral, les points de vue sont partagés. Il y a d'un côté ceux qui soutiennent qu'il y a des causes sociales et géopolitiques à cette radicalisation, tel l'essayiste Guy Sorman, qui reproche à l'Occident de « ne pas prendre acte des conséquences désastreuses de ces politiques du logement social et de l'emploi rigide, mais d'en tolérer les effets : la création de vastes territoires de *Lumpenproletariat*

dont, progressivement, la police, les écoles, les services médicaux, les entreprises se sont retirés ». Et, de l'autre, ceux qui, comme l'écrivain américain Paul Berman, soutiennent que la doctrine des « causes profondes », selon laquelle « de fortes pressions sociales sont toujours à l'origine de la rage meurtrière », est une manière de nous aveugler sur la violence idéologique de ces jeunes terroristes. Force est de constater, explique Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'EHESS, qu'ils sont « plus européens que les Européens : ils réalisent l'union européenne des djihadistes là où l'Europe peine à se doter d'une police et d'un service de renseignement unifiés qui puissent, par-delà les frontières de chaque État, révéler leur efficacité dans la lutte contre le fléau terroriste ». Mais il est des constats encore plus difficiles à entendre, explique l'historienne Jocelyne Dakhliia : « Si des hommes et des femmes parfaitement intégrés à leur société, sans marginalité sociale particulière, sans désaffiliation, et parfois même parfaitement respectés et honorés, s'engagent du jour au lendemain dans la cause djihadiste, c'est bien qu'ils sont touchés par la justesse d'une cause et par un désir de justice ou de vengeance face à une injustice ». Car l'opposition

aux guerres occidentales explique bien des « soutiens, actifs ou plus tacites », aux djihadistes, poursuit-elle, « lorsque nous acceptons de les entendre, au-delà de l'effroi et de l'horreur ».

Mais « pour gagner la guerre en France, il faut gagner la paix au Moyen-Orient », remarque le sociologue Edgar Morin, qui rappelle que les forces occidentales sèment également la désolation sur le théâtre des opérations, avec leurs drones, leurs bombardements et leurs cohortes de dommages collatéraux. Pacifier la région ainsi que les banlieues européennes de l'islam radicalisé, donc. Mais aussi couper « l'interaction entre ici et là-bas » qui est la « marque de fabrique » de l'État islamique, précise le politologue Gilles Kepel.

Attention, cependant, à ne pas intervenir au sol, prévient l'historien Jean-Pierre Filiu, ce serait, selon lui, « une folie » qui fabriquerait des soldats du jihad en série. Face à cette « guerre », la République française ne doit ni être munichoise ni renier les principes cardinaux de son État de droit, indique l'historien Jean-Noël Jeanneney, car c'est la seule manière de maintenir au plus haut son refus : « Ils ne passeront pas. »

Gare à ne pas basculer de « l'État de

droit à l'État de sécurité », prévient le philosophe Giorgio Agamben, car l'état d'urgence entretient un état de peur généralisé et dépolitise des citoyens transformés en « terroristes en puissance ». La résistance doit être politique, stratégique, mais culturelle aussi. Car, ce vendredi 13 novembre, les terroristes ont également tiré sur le 10^e et le 11^e arrondissement de la capitale, c'est-à-dire un « Paris-monde » désirable, où se côtoient jeunes perdants et gagnants de la mondialisation, barbus bobos et barbus dévots, mais où se fait jour aussi une « puissance de vie » devenue insupportable aux yeux de fanatiques pétris de ressentiments culturels et sociaux, explique l'écrivain Thomas Clerc. Ils ont tiré sur des bistrots aussi, ces remparts fragiles contre la solitude, ces « symboles de la volonté de vivre le quotidien », ajoute l'anthropologue Marc Augé.

Face à cette tentative de division nationale, cette « guerre civile » à laquelle l'État islamique veut nous acculer, la première riposte civique réside dans l'affirmation de l'unité. Nous le devons aux vivants comme aux êtres qui ont disparu, qui sont tombés sous les balles de la barbarie. Car, comme le disait le philosophe Walter Benjamin, qui connaissait si bien les passages, cafés

et lieux de flânerie parisiens, « si l'ennemi vainc, même les morts ne seront pas en sécurité ».

Composé d'une partie des tribunes et des entretiens publiés dans les pages « Idées-Débats » du *Monde*, cet ouvrage propose quelques idées pour tenter de comprendre les sombres temps dans lesquels nous sommes plongés. Des réflexions pour résister à la terreur et à la sidération. Des analyses, parfois contradictoires, destinées à déjouer la panique et le prêt-à-penser. Car si la réponse de la France aux attaques terroristes du 13 novembre est policière, judiciaire et militaire, la riposte peut être aussi morale et intellectuelle. Face à ce climat mortifère, nous avons besoin de boussole et de repères. L'approche théorique ne permet certes pas de panser les plaies, mais peut apporter quelques éléments de compréhension. Non pas pour accepter ou justifier l'horreur, mais afin, au contraire, de mieux répliquer à cette gigantesque déflagration.

Pour cela, la France devrait faire le deuil de l'illusion d'une Europe affranchie des frontières et de l'État-nation, explique l'universitaire américain Mark Lilla, qui connaît si bien ce Paris bohème ensanglanté où il séjourna, notamment

lors des attentats contre *Charlie Hebdo*. Et l'Union européenne doit cesser de laisser se métastaser « le cancer de l'extrémisme islamique » qui se répand dans la porosité de l'espace Schengen, renchérit l'écrivaine néerlandaise-somalienne Ayaan Hirsi Ali.

Gare cependant à la tentation du repli, prévient le philosophe allemand Jürgen Habermas. Plutôt que de « sacrifier » les vertus démocratiques sur « l'autel de la sécurité », la France, comme les autres pays européens, devrait remédier à la « pathologie sociale » d'une certaine jeunesse en déshérence qui sombre dans le djihadisme.

D'autant que la République n'est pas vide de sens ni de spiritualité. C'est l'idée iconoclaste que défendent, loin des clichés sur le manque de religiosité de nos sociétés désenchantées, les philosophes Pascal Engel et Claudine Tiercelin. Car, paradoxalement, explique l'historien Marcel Gauchet, la réactivation du fondamentalisme islamique est le signe d'un processus de « sortie de la religion », inséparable d'une mondialisation qui achève son expansion. Il faudra pourtant mener une « guerre idéologique » contre le fanatisme, assure le philosophe américain Michael Walzer. Mais aussi un combat éthique contre

RÉSISTER À LA TERREUR

notre légitime propension à céder « aux logiques de peur et de haine », indique le philosophe français Frédéric Gros. Autant d'appels à la résistance intellectuelle, autant d'invitations à philosopher par gros temps.

Nicolas Truong